

Contre la guerre. Réflexions sur le futur

Agora des Habitants de la Terre

La paix se construit par la paix, en éliminant la guerre de l'histoire des humains . Être pour la paix est fondamental mais pas suffisant. Tout le monde se déclare en faveur de la paix, mais tout le monde n'est pas contre la guerre. On doit surtout être contre la guerre. Pourquoi? Nous devons abandonner la croyance que si l'on veut la paix on doit préparer la guerre, inventée et imposée par les dominants de tout temps pour justifier et maintenir leur puissance et leur domination. . La guerre est destruction, mort, haine. . Il n'y a pas de "guerre juste" au nom de Dieu, de la Nation, de la Civilisation ; de la Sécurité . Derrière l'invocation de ces noms, il y a surtout les logiques meurtrières de domination et les intérêts économiques de puissance et de richesse des plus forts.

La guerre est un crime collectif. Il n'y a pas non plus de "guerre défensive". La guerre comporte toujours plusieurs coupables , erreurs, complicités, provocations . comme abondamment démontré par la deuxième guerre mondiale et, aujourd'hui, par la guerre entre les Etats-Unis /l'Otan//l'UE et la Russie en Ukraine. Le génocide actuel des Palestiniens par l'Etat d'Israël constitue la forme extrême de la volonté de destruction de l'autre comme instrument de paix, ce qui est absurde.

Comment éliminer la guerre ? Par l'audace et la fraternité. Premièrement, le brevetage de la vie et de la connaissance (organismes vivants et monde artificiel, y compris l'IA) sur une base privée et à but lucratif, qui a retiré la politique de la vie du domaine public. Deuxièmement, la financiarisation de la vie, en particulier de la nature, qui a conduit à l'assujettissement des pouvoirs politiques publics à une finance indépendante, libre et prédatrice, même dans les domaines des biens et services publics essentiels à la vie.

Il est illusoire de penser qu'il est possible de construire la paix sans abolir les brevets d'appropriation privée à des fins lucratives, sans interdire les licences de commerce d'armes, sans maintenir les paradis fiscaux, sans supprimer l'indépendance des marchés financiers, sans réguler les grandes oligarchies planétaires en guerre permanente pour la domination. Les citoyens doivent se libérer de cette illusion.

[Lire le texte complet](#)

www.agora-humanité.org

Quatre réflexions, avec un grand respect pour la force sincère et courageuse de l'engagement civil exprimé par les milliers et les milliers de personnes qui participeront à la « Troisième marche mondiale pour la paix et la non-violence », qui partira de San José au Costa Rica le 2 octobre 2024 et reviendra le 5 janvier 2025, après avoir fait le tour du monde.

Première réflexion. Nous ne devons jamais cesser de nous mobiliser pour la paix et la non-violence en insistant sur le concept/objectif de "Contre la guerre". Dans les conditions actuelles, il est impératif de ne jamais oublier de rappeler que les mobilisations pour la paix, du niveau local au niveau mondial, doivent être avant tout contre la guerre. L'accent spécifique et prioritaire sur "contre la guerre" est nécessaire pour ne laisser aucune place à la crédibilité (éthique et politique) de l'idée encore prédominante de la guerre comme un fait naturel et inévitable.

Tout le monde se déclare en faveur de la paix, mais tout le monde, même en dehors des groupes sociaux dominants, n'est pas contre la guerre. Prenons le cas des forces progressistes. La paix les unit, la guerre les divise en blocs opposés : les pacifistes, les bellicistes et les "ça dépend". La principale narration que nous devons combattre est celle de l'instrumentalisation de la guerre au service de la paix. D'où les thèses sur la légitimation de la "guerre juste" et surtout de la "guerre défensive". Les Etats-Unis sont en guerre permanente depuis plus de cent ans, non pour attaquer, disent-ils, mais pour défendre (leur) monde libre, (leur) société libérale, (leur) économie libre partout, et dont ils considèrent les modèles comme les meilleurs. Ce n'est pas pour rien que la thèse préférée et imposée par les dominants de tous les temps est "si tu veux la paix, prépare la guerre". Un principe appliqué sans réserve par tous les Etats. Que l'on songe au florissant commerce international des armes, légalisé. D'où aussi le fait que le ministère, appelé jadis, de la guerre est devenu quasi partout le ministère de la défense.

Le concept de guerre défensive mérite d'être modifié

Ce concept, apparemment d'une évidence incontestable, entretient dans l'imaginaire populaire l'idée fausse, ou du moins très ambiguë, de la légitimité des armes toujours plus puissantes comme facteur de « dissuasion » (voir le nucléaire). Mais, de plus, il transforme la guerre en un instrument de paix légitimant ainsi l'absurde.

La même logique de légitimité de la "guerre défensive" est utilisée par le gouvernement d'Israël de Netanyahu dans la poursuite du génocide des Palestiniens : l'Etat d'Israël « justifie » le génocide au titre de sa "légitime défense" en réponse à l'attaque armée du Hamas contre Israël en octobre 2023. Or, il s'agit d'un mensonge mystificateur. L'idée et la volonté du génocide ne datent pas d'octobre 2023. Elles font partie officiellement de l'agenda des dirigeants de l'Etat d'Israël, notamment sionistes, depuis sa création en

1948. Elles ont été à la base de la conquête et de la colonisation manu militari des territoires habités par la population palestinienne et, en général, arabe, dénoncées à plusieurs reprises comme illégales par des résolutions de l'ONU. Par ailleurs, l'argument d'Israël a été rejeté avec force, et à raison, par la Cour Internationale de Justice ainsi que par la Cour Pénale Internationale..

Il est vrai que si quelqu'un agresse une autre personne à coup de couteau ou sous la menace d'un revolver celle-ci a non seulement le droit mais aussi la nécessité vitale de se défendre. La règle écrite en la matière précise également que personne ne peut « faire justice » soi-même . En outre, il est inévitable que dans un monde fondé sur le principe «si tu veux la paix, prépare la guerre », il y ait des traités réglant la guerre, le commerce des armes, les accords militaires de sécurité commune entre pays/alliés fondés sur l'obligation pour chaque Etat membre d'intervenir militairement « en défense » d'un autre Etat membre attaqué par un Etat tiers. C'est ainsi, cependant, que grâce aux traités d'alliance signés dans tous les continents, les Etats-Unis se sont donné la légitimité d'intervenir partout dans le monde « en défense de....» .

En revanche, dans une situation inspirée par la recherche effective et sincère de la paix, les traités internationaux d'alliance militaire doivent être déclarés illégaux, inadmissibles. Ils doivent être remplacés par des institutions, dotées de moyens politiques et juridiques forts et contraignants, de prévention, empêchement et abolition de l'usage des armes . Il faut une nouvelle ONU, renforcée, sans l'actuel Conseil de Sécurité. Il faut que la mobilisation contre la guerre déclare illégitimes les Etats qui refusent de signer ou de respecter les traités d'interdiction des armes bactériologiques, des armes nucléaires, du commerce des armes.. Dans cet esprit de justice, il faut dénoncer les Etats qui augmentent leurs dépenses militaires et décident de les exclure du calcul relatif au déficit public tout en maintenant dans le calcul les dépenses publiques dites sociales (par ailleurs en constante diminution par rapport aux besoins). Une énième preuve de l'absurde lié au choix des dominants en faveur de la guerre défensive.

D'où la deuxième réflexion : la mobilisation contre la guerre doit clairement être menée dans le but de faire comprendre l'inutilité absolue de la guerre et, à notre époque, la non-réparabilité des destructions causées par la guerre, en particulier dans le domaine de la vie. C'est pourquoi la lutte "contre la guerre" doit avoir deux objectifs prioritaires interdépendants, aujourd'hui piétinés ou abandonnés : la concrétisation du droit universel à la vie pour tous et de la vie ; la sauvegarde et la promotion des biens communs du monde, matériels et immatériels, qui sont essentiels à la vie.

Pourquoi cette proposition ? Il ne faut pas oublier de préciser que la guerre est destructrice de vie et, donc, du vivre ensemble de l'humanité, à l'échelle de la Planète . En outre, à l'ère de la prise de conscience de l'anthropocène et de la mondialisation des conditions de

vie sur terre et de leur sécurité, nous devons insister fortement sur l'évidence que la guerre est incapable, par définition, de produire ne serait-ce qu'une petite miette de justice. Le principe logique est, comme le démontre avec une extrême clarté le génocide des Palestiniens, *"ma sécurité d'existence et de survie signifie ta disparition"*.

La reconstruction du monde après la Seconde Guerre mondiale a été possible parce que les classes dirigeantes de l'époque ont fondé leur reconstruction sur l'affirmation de principes, de droits et de règles inspirés d'une vision de la vie exprimée dans la Déclaration universelle des droits de l'homme de 1948. Comme l'on sait, la Déclaration a été critiquée, à juste titre, parce qu'elle était largement influencée par une approche occidentale, anthropocentrique et patriarcale de la société et de la vie. Cette approche a été partiellement modifiée, corrigée, voire abandonnée grâce, entre autres, à l'adoption dans le cadre de l'ONU, du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, de la Déclaration des Nations Unies sur les Droits des peuples autochtones à l'autodétermination et à l'autonomie gouvernementale, de la Déclaration sur la Biodiversité Il n'en reste pas moins vrai que l'ensemble de ces Déclarations, Pactes, Conventions et Traités ne sont pas parvenus à empêcher les pires violations jusqu'à ce jour. Il est temps de redéfinir les grandes orientations concernant les futurs communs que nous devons construire dans les décennies à venir fondés sur la coopération et l'harmonie, en valorisant les acquis obtenus par les luttes citoyennes.

L'un des acquis majeurs qui mérite d'être maintenu et renforcé est représenté par le principe affirmé par la communauté internationale pour la première fois, que pour vivre ensemble au niveau planétaire il est essentiel et incontournable d'assurer et renforcer en permanence deux piliers sociétaux. Premier pilier : le principe de l'universalité des droits à la vie pour tous les habitants et les peuples de la Terre sans distinction ni exclusion. D'où l'affirmation de la responsabilité intégrale commune et partagée des peuples, de l'Etat de droit à l'échelle planétaire pour sauvegarder et promouvoir la réalisation de ces droits. Ce qui est radicalement différent de la fameuse et fumeuse « gouvernance globale » chère aux oligarchies dominantes ; et, deuxième pilier : la reconnaissance du principe de l'existence de biens communs publics mondiaux indispensables à la vie de tous les habitants de la Terre, dont les pouvoirs publics "nationaux" sont tenus de garantir le soin, la promotion et la valorisation dans le cadre d'une coopération et d'une solidarité planétaires étroites.

Ces deux piliers ont permis, jusqu'aux années 1980, au système mondial de fonctionner et de se développer malgré ses limites, lacunes et contradictions et de nombreuses guerres locales (liées aux processus de démolition des empires coloniaux européens), sans troisième guerre mondiale. En effet, le monde a connu une réduction du taux de croissance de l'inégalité entre les pays riches et les pays pauvres, ce qui a contribué à diminuer

l'impact des forces génératrices de conflits structurels et, par conséquent, de guerres destructrices.

A partir de la fin des années 1980, le système mondial a vu exploser ses contradictions, ses lacunes, ses faiblesses en raison des processus de multinationalisation et de globalisation de l'économie et de la finance selon les principes, les objectifs et les mécanismes violents de l'économie de marché capitaliste. Nous faisons référence aux processus de marchandisation et d'artificialisation de toutes les formes de vie ; à la libéralisation et à la déréglementation des marchés et de toutes les activités économiques (de moins en moins d'État et de plus en plus de marché) ; à la privatisation de tous les biens et services essentiels à la vie par le biais, notamment, du brevetage privé des organismes vivants à but lucratif (exemples : semences, OGM, médicaments...), et à l'innovation technologique (nouveaux matériaux, nouvelles énergies, informatique, robotique et, aujourd'hui, Intelligence Artificielle). Tout cela s'est fait avec l'assentiment et le soutien politico-financier des pouvoirs publics, et une bonne partie des forces sociales "progressistes".

La propriété et le contrôle de l'usage des ressources fondamentales pour l'économie ont cessé d'être l'objet de la responsabilité et des obligations des pouvoirs publics. Ils sont passés sous la domination et le pouvoir de sujets privés (entreprises, institutions, marchés, bourses) de l'économie capitaliste. Comme on le sait, le but ultime du système capitaliste n'est pas la garantie/sécurité des droits à et de la vie, ni la préservation du bon état écologique de la Terre, la maison commune. L'objectif est la croissance de la valeur financière des capitaux et des *porteurs d'intérêt* (les « *stakeholders* ») les plus puissants. En outre, le principal mode de fonctionnement du système n'est pas la coopération, la solidarité, mais la prédation, la concurrence oligopolistique, la compétitivité de tous contre tous. L'autre est devenu l'ennemi et le marché s'est transformé en arène où les gladiateurs les plus forts acquièrent le droit à la vie accordé par l'empereur (la finance) après avoir éliminé les autres.

On voit bien comment, dans ces conditions, les facteurs de violence et de guerre structurelle permanente ont pris le dessus. Les inégalités ont atteint des niveaux inacceptables. La guerre des riches contre les pauvres n'a jamais été aussi ouvertement menée. Et, last but not least, on a assisté à la résurgence de la forme la plus intégrale de la destruction de la vie et de l'humanité, à savoir le génocide de masse délibéré, *qui sera l'objet de notre dernière réflexion*.

Troisième réflexion. Puisque la mobilisation contre la guerre passe par des luttes pour la reconstruction planétaire des deux piliers, la mobilisation doit se concentrer sur deux objectifs : l'abolition des brevets à des fins privées et lucratives ; la mise hors-la-loi de la finance prédatrice.

La poursuite de ces deux objectifs n'est pas aisée car les brevets privés et la finance prédatrice sont défendus violemment et sans scrupules par tous les groupes dominants, dont surtout le monde qui tourne autour de la suprématie et de la domination économico-financière et technologico-militaire des États-Unis (et de l'UE).

Aujourd'hui, dans les conditions marquées par une crise profonde du système de vie de la Terre, il est nécessaire de mener des actions mondiales visant à *"désarmer la technologie de la conquête de la vie" (justement, les brevets) et, en même temps, à "mettre hors-la-loi la finance prédatrice" (se traduisant par la transformation de toute forme de vie en avoirs financiers).*

Le désarmement de la technologie de la conquête passe évidemment par l'abolition des brevets d'appropriation privée et à but lucratif des organismes vivants et de l'intelligence artificielle, ainsi que par la mise au ban du commerce des armes. Il ne s'agit plus seulement d'une question de bonne ou mauvaise utilisation des connaissances et des technologies qui, elles, seraient *neutres* par nature. Aujourd'hui les connaissances et les technologies ne sont plus essentiellement des forces extérieures à l'humain, mais une construction des sociétés humaines qui définissent leurs finalités et leurs objectifs concrets.

Mettre hors-la-loi la finance prédatrice passe par l'interdiction des paradis fiscaux et de l'évasion fiscale, par un système de taxation mondiale pour la justice planétaire, par l'abolition de l'indépendance des bourses devenues des entreprises mondiales purement privées échappant à tout contrôle des pouvoirs publics.

Il est illusoire de penser qu'il est possible de construire la paix et une société non-violente sans abolir les brevets d'appropriation privée et de prédation de la vie ; sans bannir les licences de commerce d'armes ; avec le maintien des paradis fiscaux ; sans éliminer l'indépendance des marchés financiers et sans réglementer les grandes oligarchies planétaires en guerre permanente pour la domination.

Il est également illusoire de penser qu'il est possible d'atteindre les objectifs précités en quelques années et par l'action solitaire et désordonnée de telle ou telle "grande" organisation de la société civile, en l'absence d'une coopération stratégique forte et d'une solidarité effective entre les diverses réalités de résistance et d'opposition au monde actuel.

Enfin, quatrième et dernière réflexion. Aujourd'hui, 80 ans après le génocide des Juifs par l'Allemagne nazie, l'humanité est saccagée et proie de l'absurde par le génocide des

Palestiniens par l'Etat d'Israël, sans oublier les autres exterminations de populations dans les quatre coins du monde, notamment en Afrique et en Asie. Le génocide des Palestiniens est la forme la plus avancée, de nos jours, de l'inadmissible et de l'absurde liés à la guerre prétendument . juste et défensive

Il faut clairement affirmer que le génocide des Palestiniens n'est pas une guerre à proprement parler. Il s'agit d'une action destructive délibérée unilatérale de la vie opérant sur une autre dimension de la condition humaine que celle «dictée» par la guerre et affichée en tant que « la sécurité pour la survie » ! . Comme le génocide des Juifs ne fut pas dicté par un problème de « sécurité » des Allemands, mais par une vision profondément inégalitaire, violente, excluante et répressive raciste des peuples de l'humanité, de même le génocide des Palestiniens est l'expression brutale de formes absolues et dogmatiques (dans ce cas d'origine religieuse raciste) d'inégalité et d'exclusion de l'autre.

Les futurs de la paix qui se jouent dans les contextes actuels embrassent des conditions et obéissent à des logiques multiples, dans tous les domaines surtout concernant les conceptions de la vie, de l'humain, de la communauté globale de vie de la Terre.

Arrêter immédiatement le génocide, comme ordonné à raison par la Cour Internationale de Justice et la Cour Pénale Internationale, n'est pas essentiellement une question de droit international. C'est surtout une question de responsabilité humaine et éthique planétaire à charge de tous les sujets de l'Humanité, y compris les communautés sociales, culturelles et morales du monde. Les membres et les autorités de ces communautés doivent aller au-delà de l'invocation à la paix et des pétitions adressées aux autorités politiques des Etats et des puissants.

Devant la guerre, la pratique prédominante laisse croire que l'on peut se situer d'un côté ou de l'autre. A notre avis, on doit toujours se positionner « contre la guerre » et agir pour créer les conditions nécessaires et indispensables pour la paix. Devant le génocide, aujourd'hui des Palestiniens, on ne peut être que contre sans aucune limite réductrice. *Le génocide c'est la négation intégrale de la vie, de la justice. Le génocide des Palestiniens est également le génocide de l'humanité.* En ne l'arrêtant pas, on reconnaît à l'Etat génocidaire le droit plus que symbolique de massacrer l'humanité, la justice.

Or, un futur sans justice sera toujours un futur sans paix, anti-humain. Au fait, les pères constituants de la République italienne ont bien fait d'établir l'art.11 de la Constitution qui stipule "l'Italie répudie la guerre" .

Conclusion.

Même les empires actuels de la technologie conquérante (à la manière Musk) et des “nouveaux seigneurs” des conglomérats industriels et financiers planétaires s’effondreront. L’important est de ne pas attendre que cela vienne tout seul. Ce n’est pas Microsoft, Google, Meta, Amazon, Black Rock, Vanguard, Crédit Agricole, BNP, Crédit Suisse, Walmart, BASF, Bayer, Syngenta, , Pfizer, Coca-Cola, Exxon, Nestlé , Danone. Dow Chemicals, China Petroleum, qui pourront empêcher et arrêter la «troisième guerre mondiale ». Ne parlons pas de X, Tesla, Space X et de leur patron, des bourses de Londres, New York, Chicago, Shanghai ou Tokyo,...de la Commission européenne, de la Banque mondiale et du FMI, du gouvernement américain, des gouvernements des États membres de l’OTAN , du gouvernement de la Fédération de la Russie, de la Banque centrale européenne indépendante.... .

Il appartient aux citoyens en révolte (notamment les femmes, les paysans, les peuples autochtones, les 4 milliards de personnes sans couverture médicale de base et sans accès à une eau potable saine, les sans-abri, les millions de migrants à la recherche d’un pays d’accueil, les travailleurs ...) d’imposer l’arrêt, tous ensemble. A cet égard, les autorités morales mondiales, par exemple du monde des croyances religieuses et éthiques, ont un rôle majeur à jouer non seulement en termes de pouvoir d’influence, mais aussi en termes de pouvoir décisionnel. De nombreuses solutions peuvent faire l’objet d’un soutien clair et explicite de leur part.

Pour promouvoir les conditions nécessaires et indispensables à la construction de la paix voici, en plus ou en renforcement des solutions déjà formulées dans les pages qui précèdent, des exemples de solutions à appliquer dans le domaine de la vie, sa sauvegarde, sa promotion/protection, les droits, les biens communs :

- Refuser la brevetabilité du vivant à titre privé et à but lucratif ainsi que de l’Intelligence Artificielle, car une telle brevetabilité octroie le pouvoir de décision concernant la vie à des sujets privés motivés essentiellement par l’appât de profit et de puissance. Il faut redonner la responsabilité collective de la vie aux institutions et aux organismes publics communs démocratiques du niveau local à l’échelle mondiale.
- Instituer un Conseil Mondial Citoyen de la Sécurité des Biens Communs Mondiaux essentiels pour la vie pour tous, notamment concernant l’eau pour la vie, l’alimentation et la santé en abandonnant la privatisation et la financiarisation prédatrice de ces trois biens et services clés.
- Dans un contexte inspiré par la recherche effective et sincère de la paix, les traités internationaux d’alliance militaire dits «défensifs » doivent être déclarés illégaux, inadmissibles. Ils doivent être remplacés par des institutions mondiales, dotées de moyens politiques et juridiques forts et contraignants, de prévention, empêchement et abolition de l’usage des armes. .Le Conseil de Sécurité de l’ONU est un modèle à abolir.

- Créer un Conseil Mondial Économique de la Coopération et des Échanges Solidaires et Soutenables en remplacement de l'Organisation Mondiale du Commerce, qui impose de traiter tout bien, service et relation entre les humains et entre eux et la nature comme des marchandises et des avoirs financiers. L'accaparement des terres et des eaux de la planète doit être déclaré illégal.
- Interdire tout usage agricole, industriel, et tertiaire de substances chimiques qui empoisonnent la vie de la Terre et conduisent à la dégradation et à la perte de la biodiversité et de la biocapacité de la planète.
- Abolir les paradis fiscaux, symboles de la légalisation du vol de la richesse collective et de son acceptation éthique par nos sociétés et bannir l'évasion fiscale.
- Rétablir le caractère et les fonctions publiques de la monnaie, des monnaies. La privatisation de la monnaie et de la finance mondiale est l'un des plus puissants instruments, de pair avec la technologie, de génération des conflits et des guerres pour la puissance et la domination. Les collectivités locales, nationales et mondiales doivent récupérer la maîtrise commune de la finance. Il est urgent de réduire drastiquement le pouvoir de domination sur l'épargne et les investissements, de loin supérieure à celle des États, acquis par les grandes banques, les fonds d'investissement et les marchés boursiers. Il faut organiser une Convention mondiale citoyenne sur les banques, les fonds d'investissements et les bourses pour un Plan mondial pour la reconversion financière, la sécurité et la paix.

*

*

*

La lutte "Contre la guerre" est la lutte des justes, c'est la lutte éthique pour la vie. C'est réaffirmer la primauté du spirituel ainsi que du combat pour re-irriguer la Terre, reverdir les déserts, redonner de l'oxygène aux océans, pratiquer la fraternité, vivre l'amitié, en un mot, redonner de la joie et de l'amour à la vie.

Bruxelles, 26 août 2024.

Liste des premiers signataires Donata Albiero, Ancienne directrice d'école (Italie), Mario Agostinelli, Association *Laudato sii...* (Italie), Alain Adriaens, Mouvement pour la Sobriété (Belgique), Alassan Ba, Pharmacien, Centre d'Éthique (France-Sénégal), Guido Barbera, Solidarietà Internazionale-CIPSI (Italie), Cristina Bertelli, Université du Bien Commun (France), Antonio Bruno, Enseignant (Italie), Ernesto Bonometti et Antonella Zonato, activistes eau bien commun (Italie), Luca Cecchi, Activiste-Eau, Ass. Monastero del Bene Comune (Italie), Martine Chatelain, Activiste eau Eau Secours (CND-Québec), Giovanna Dal Lago, Ass. "Mamma no pfas" (Italie), Eric Degimbe, Communauté de la Poudrière (Belgique), Aníbal Faccendini, Cátedra del Agua, Université Nationale de Rosario (Argentine), Ettore Fasciano, Activiste pour les Droits Humains (Italie), Adriana

Fernández, Educatrice (Chili), Paolo Ferrari, Médecin, Chrétiens de base Vérone, (Italie), Alfio Foti, Convention des droits humains en Méditerranée (Italie), Pierre Galand, Ancien sénateur, Forum Nord-Sud (Belgique), Lilia Ghanem, Anthropologue, rédactrice de The Ecologist en arabe (Liban), Melissa et Laury Gringaux, Ass. Méga Bassines non merci (France), Luis Infanti de la Mora, Evêque Diocèse Aysén, Patagonie (Chili), Ericjadoul, Activiste pour les biens communs (Belgique), Pierre Jasmin, Pianiste, Artistes Pour la Paix (CND-Québec), Michele Loporcaro, Agriculteur (Italie), Claudia Marcolungo, Professeure Univ. de Padoue (Italie), Maurizio Montalto, Avocat, Défenseur de l'eau bien commun (Italie), Loretta Moramarco, Avocate, Militante pour l'Eau (Italie) Vanni Morocutti, Communauté de la Poudrière (Belgique), Dario Muraro, Activiste no pfas (Italie), Marinella Nasoni, Ancienne syndicaliste (Italie), Christine Pagnoulle, Professeure émérite Ulg, ATTAC (Belgique), Maria Palatine, Musicienne, harpiste (Allemagne), Gianni Penazzi, Musicien guitare, activiste pour la paix, les droits humains et l'environnement (Italie), Nicola Perrone, Journaliste, « Solidarietà Internazionale » (Italie), Riccardo Petrella, Professeur émérite Université de Louvain (Belgique), Michela Piccoli, Mamma no pfas (Italie), Pietro Pizzuti, Comédien, Collectif des Artistes (Belgique), Jean-Yves Proulx, Education citoyenne (CND-Québec), Paolo Rizzi, Educateur, activiste pour les droits humains et l'environnement (Italie), Domenico Rizzuti, Ancien dirigeant syndical /Recherche (Italie), Anne Rondelet, Pensionnée (Belgique),

Roberto Savio, Journaliste, fondateur de IPS et de Other News (Italie),

Catherine Schlitz, Association PAC-Présence Action Culturelle (Belgique), Patrizia Sentinelli, Association Altramente ancienne Ministre Coopération (Italie), Cristiana Spinedi, Enseignante (Suisse), Mimmy Spurio, Pensionnée, activiste eau (Italie), Bernard Tirtiaux, Sculpteur, Écrivain (Belgique), Hélène Tremblay, Chercheuse, auteure, conférencière... (CDN-(Québec), Philippe Veniel, Anthropologue, Association Boissonnière (France) .

(clôture des premiers signataires le 25 août 2024) -